



Le Parti Socialiste Unifié
présente

Jean Francheteau

Militant syndicaliste
Membre du Bureau Régional du PSU

SUPPLEANT

Jacques Renault

Ouvrier métallurgiste à la S.K.F. - Ivry Militant syndicaliste

LIBERER IVRY ET VITRY DE L'EMPRISE GOUVERNEMENTALE ET PREFECTORALE

Vous êtes l'un de ces 140.000 habitants d'IVRY et de VITRY jamais consultés sur l'avenir de votre commune, sur l'avenir de votre quartier. Pour la simple raison que le régime actuel agit par le moyen des promoteurs pour le profit des banques et non pour résoudre vos problèmes. Et, pour une seconde raison qui est la dépendance des municipalités aux décisions gouvernementales (schéma directeur de la région parisienne) et préfectorales (utilisation de certains terrains ; obtention de crédits pour certains aménagements : ex. Pont de CONFLANS).

■ **Logement** : à VITRY comme à IVRY, aucun véritable urbanisme malgré un timide essai au centre d'IVRY. Les habitants sont stockés dans des immeubles de standing différents.

Fait inadmissible, au soixante de la rue Barbès subsiste encore les restes d'un petit bidonville qui a brûlé deux fois en six mois l'an passé.

Enfin, un vaste projet concernant l'aménagement d'IVRY-Port est à l'étude. Il se traite entre la Mairie et la Société DAMOY qui en l'occurrence, s'est reconvertie promoteur immobilier pour la banque de SUEZ. Il s'agit de raser l'actuel quartier d'IVRY-PORT et de le réaménager.

Qui dans la population actuelle de ce quartier est sûr de ne pas être expulsé ?

Qui a pu donner son avis sur le projet ?

■ **Equipements sociaux** : les crèches sont manifestement insuffisantes. Et c'est toute une structure médicale et hospitalière qu'il faut construire.

■ **Emploi** : en 12 ans, plus de 8.000 Ivryens ont perdu leur emploi et ont dû chercher ailleurs. Parmi les dernières entreprises qui sont parties : POSTILLON. En 1980, il n'y aura peut-être plus aucune entreprise sur IVRY qui sera devenue une immense cité dortoir.

■ **Loisirs** : combien de cinémas, combien de théâtres dans chacun des quartiers ?

Pour les enfants, combien d'espaces verts restent-ils ? Et à quelle distance sont-ils des quartiers les plus populaires ?

Il nous faut rendre, car c'est vital pour nous, la région parisienne aux travailleurs. Pour cela, affirmons notre volonté de vouloir être consultés de prendre en mains ce qui nous concerne, à IVRY et à VITRY comme ailleurs.

RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE

C'est en effet notre objectif. Les problèmes de chaque commune, de chaque arrondissement, sont à peu près les mêmes dans toute la région parisienne.

Trente ans après la guerre, la crise du logement continue à sévir. S'il y a de la place dans les immeubles hors de prix nouvellement construits, les travailleurs, eux, sont chassés de leur quartier et envoyés dans les banlieues de plus en plus lointaines. Tout cela, pour le plus grand profit des banques, des promoteurs et des patrons des trusts du bâtiment.

Comme dit Pompidou, "les affaires" marchent bien... Mais le chômage s'aggrave dans la Région, touchant particulièrement les jeunes et les travailleurs âgés ; la main d'œuvre féminine est exploitée par les officines de travail temporaire. Les travailleurs immigrés sont cantonnés aux tâches les plus sales, sont payés au SMIC et mis à la porte à la première occasion.

Si encore, il était facile d'aller de son logement à son travail ! Mais le pouvoir n'a rien fait pour améliorer les transports en commun ; il s'est contenté de relever les tarifs ! L'action publique continue en fait à privilégier la circulation automobile, sans parvenir d'ailleurs à l'améliorer. Les travaux coûtent de plus en plus cher aux contribuables et ne rapportent qu'aux constructeurs d'automobiles, aux trusts du pétrole, au patronat des travaux publics.

C'est vrai aussi des autres équipements qui pourraient rendre notre vie moins difficile. Dans notre région il n'y a pas de place pour les jeunes, pour les vieux, pour les malades de milieu populaire (les hôpitaux centenaires s'écroulent, tandis que les cliniques privées, elles, s'enrichissent) etc... **Finissons en avec ce règne du profit. IL NOUS FAUT RECONQUERIR LA REGION PARISIENNE.**

Ici comme ailleurs, nos luttes doivent imposer le pouvoir des travailleurs.

POUR EN FINIR AVEC LA SOCIÉTÉ ACTUELLE...

Le régime gaulliste va vers sa fin. Si la majorité, divisée et qui a peur, essaie de s'accrocher à ses privilèges, rarement l'enjeu d'élections législatives aura été aussi clair qu'aujourd'hui : **il est possible d'en finir avec la société actuelle.**

Devant la hausse des prix, que les camouflages pré-électoraux ne peuvent arrêter, devant la montée du chômage, devant les scandales et les méthodes policières du régime, devant la misère des équipements publics (logement, téléphone, santé, école) devant le silence écœurant du gouvernement français quand Nixon

bombardait Hanoï, le mécontentement populaire s'est accumulé contre les hommes de Pompidou.

Mais plus encore, au cours des dernières années, et notamment à travers des luttes populaires comme celle du Joint Français de Saint-Brieuc, une volonté grandissante s'est exprimée : celle d'en finir avec une société où l'on décide sans nous et contre nous, où les mécanismes de décision sont aux mains d'un petit groupe d'industriels, de banquiers, d'administrateurs. L'ensemble de la crise du capitalisme rend le socialisme plus actuel que jamais.

LE PSU PROPOSE : LE SOCIALISME ET L'AUTOGESTION

Les Français aspirent à des transformations profondes et non au simple changement d'équipe gouvernementale : le PSU leur propose le projet du socialisme et de l'autogestion.

L'autogestion, c'est la possibilité pour chaque homme et chaque femme d'imposer les décisions qui le concernent, là où il habite et là où il travaille. Pour que la volonté collective puisse l'emporter contre les résistances et les égoïsmes, il faut que la planification démocratique assure la suppression des inégalités sociales et régionales. L'autogestion c'est enfin le socialisme et la liberté, soucieux d'élargir les libertés fondamentales et respectueux des différences et des particularités.

Projet pour l'avenir, l'autogestion se prépare dès aujourd'hui dans la lutte quotidienne : c'est ce que signifie le titre de notre Manifeste. **"Contrôler aujourd'hui pour décider demain"**, où le PSU démontre comment construire dès maintenant le socialisme et l'autogestion. En contrôlant la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, en imposant les décisions prises collectivement, nous préparons l'avènement d'une société socialiste où demain, c'est nous qui déciderons.

Société qui ne peut se limiter à l'Hexagone et qui, pour être socialiste, exige la solidarité avec tous les peuples exploités par les impérialismes internationaux.

VOTER PSU

**c'est contribuer avec toutes les forces populaires
à écarter du pouvoir les hommes du patronat, qu'ils se disent encore
gaullistes ou qu'ils se camouflent sous le nom de "réformateurs" ;**

**c'est choisir parmi les forces politiques du mouvement ouvrier
la seule qui défende le projet du socialisme et de l'autogestion ;**

**c'est affirmer votre volonté de participer au combat
qui se mène, quotidiennement, partout, pour construire dès à présent**

le socialisme et l'autogestion

